



Déclaration le 15/10/2014 à la seconde convocation du CTL du 07/10/2014

Madame la Directrice,

Vous le savez, ce lundi 6 octobre se tenait un CTM où les suppressions d'emplois et la réduction des moyens pour notre ministère ont été officiellement annoncées.

Il s'agit donc, pour le ministère, de 2 466 suppressions d'emplois et de 2 % de diminution des moyens budgétaires.

Pour la DGFIP, c'est aujourd'hui 1 990 emplois supprimés et plusieurs millions d'euros qui disparaissent.

La CGT réaffirme ici, clairement, son opposition à cette politique intolérable et qui n'a de cesse de mettre à mal nos missions et nos conditions de travail.

Les choix politiques d'austérité du gouvernement conduisent à un affaiblissement de la mission de contrôle des fonds publics dévolue à notre administration alors même que les besoins sociaux nécessitent bien au contraire leur renforcement.

Madame la Directrice, nous connaissons la mécanique des suppressions d'emploi et du dialogue social autour de cette question. Nous sommes bien conscient que vous ne pourrez nous annoncer quoi que ce soit avant le CTR de novembre.

Pour autant, aujourd'hui, la CGT vous interpelle pour que vous puissiez répondre en toute transparence et en toute responsabilité aux collègues de notre département :

- quelles sont les structures que vous imaginez fermer?
- quelles missions sont à vos yeux en danger?
- comment allez-vous concilier le manque de moyens et l'amélioration des conditions de vie au travail ?
- comment allez-vous organiser l'accueil ?

Nous renouvelons les demandes formulées dans la déclaration lue à la première convocation de ce CTL, ainsi rappelée en annexe.

Nous vous déposons les pétitions originales de Yerres dont il est question dans cette déclaration, et vous demandons que l'ensemble de ces documents soient joints au PV de cette séance.

Madame la Directrice, ces questions, la CGT n'hésite jamais à vous les poser... Vous vous devez désormais d'y répondre, pour que l'ensemble des collègues de notre direction aient la même information.

Agnès RISACHER,
Secrétaire de la section de l'Essonne de la CGT Finances Publiques